



CONSCIENCES

CITOYENNES

Réseau en faveur d'une insurrection des consciences

et d'une transition citoyenne

6. Les annexes

• A propos du bonheur.....	53
• A propos de spiritualité.....	55
• A propos de justice.....	57
• A propos de migration.....	61
• A propos de santé.....	63
• Notre vision altermondialiste.....	65

A propos du bonheur



Le terme "bonheur" tel que nous l'entendons ne se comprend qu'à la lumière du concept de spiritualité. Dans notre vision des choses, le bonheur se distingue des plaisirs entendus comme de simples satisfactions pulsionnelles. **C'est plutôt un sentiment d'accomplissement, un sentiment d'union avec l'autre que je reconnais et qui me reconnaît. Corrélativement le malheur est une rupture avec l'autre, un sentiment d'incomplétude, parfois dû à l'ignorance ou à certaines incapacités. Ainsi entendu,** le malheur apparaît comme une pathologie du collectif et une occasion renouvelée de remettre en question un fonctionnement spécifique ou une loi générale.

En ce sens son évaluation statistique est un potentiel élément de réforme politique et sociale. Il va sans dire que dans la pratique politique nous entendons mettre en place des évaluations formelles et régulières auprès des populations pour mesurer et guider l'action politique. Ces évaluations porteront sur des indices tels que le sentiment d'accomplissement, le sentiment d'une bonne compréhension des affaires politiques, le sentiment d'une capacité à influencer sur le cours des événements, le sentiment d'appartenance à la communauté.

Notre vision des choses ici s'inspire d'une part du concept de mesure du Bonheur National Brut, et d'autre part des critiques formulées par Robert F. Kennedy en 1968 contre le monopole du Produit Intérieur Brut (PIB) en tant qu'instrument de mesure et d'orientation de l'action politique. Dans la même année 1968 où il fut assassiné, Robert Kennedy faisait remarquer avec beaucoup de bon sens :

« Notre PIB prend en compte, dans ses calculs, la pollution de l'air, la publicité pour le tabac et les courses des ambulances qui ramassent les blessés sur nos routes. Il comptabilise les systèmes de sécurité que nous installons pour protéger nos habitations et le coût des prisons où nous enfermons ceux qui réussissent à les forcer. Il intègre la destruction de nos forêts de séquoias ainsi que leur remplacement par un urbanisme tentaculaire et chaotique. Il comprend la production du napalm, des armes nucléaires et des voitures blindées de la police destinées à réprimer des émeutes dans nos villes. Il comptabilise la fabrication du fusil Whitman et du couteau Speck, ainsi que les programmes de télévision qui glorifient la violence dans le but de vendre les jouets

correspondants à nos enfants. En revanche, le PIB ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur instruction, ni de la gaieté de leurs jeux. Il ne mesure pas la beauté de notre poésie ou la solidité de nos mariages. Il ne songe pas à évaluer la qualité de nos débats politiques ou l'intégrité de nos représentants. Il ne prend pas en considération notre courage, notre sagesse ou notre culture. Il ne dit rien de notre sens de la compassion ou du dévouement envers notre pays. En un mot, le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. »

A propos de spiritualité



Cette page est dédiée à la « **spiritualité** » (spiritualité≠religion). La spiritualité est un élément de première importance dans notre compréhension du bonheur et de nos quatre piliers. Par « spiritualité », nous entendons **toute croyance qui attribue à l'existence un sens et une valeur**. La spiritualité, ici, fait référence à une mission que nous souhaiterions partager avec tous les humains. Bertolt Brecht évoque bien cette mission lorsqu'il écrit :

« J'ai appris une chose et je sais, en mourant, qu'elle vaut pour chacun : vos bons sentiments, que signifient-ils si rien n'en paraît en dehors ? Et votre savoir, qu'en est-il s'il reste sans conséquence ? Je vous le dis : souciez-vous en quittant ce monde, non d'avoir été bon, cela ne suffit pas, mais de quitter un monde bon ! »

On entend la spiritualité sous toutes ses formes, peu importe que l'objet de dévotion soit immanent ou transcendant, du moment qu'il implique la sacralité de l'innocence, du bien, du beau et du vrai indépendamment d'un culte déterminé. Nous insistons plutôt sur la dimension humaniste de tous les courants de spiritualité. C'est-à-dire qu'il nous importe prioritairement que chacun reconnaisse la nécessité d'œuvrer activement au bien commun et à l'édification d'une société juste. Notre conviction profonde est que **l'être humain est sur terre pour réaliser l'humanité**. Autrement dit, il y a pour mission d'accomplir le collectif pour ensuite s'y reconnaître et faire Un avec lui.

En effet, **l'individu trouve ses conditions de possibilité à travers, par et pour l'autre**. Cela est vrai du point de vue physiologique, puisque c'est l'autre qui nous donne vie ; mais cela est vrai également du point de vue culturel, puisque tout ce que nous savons provient des rapports intersubjectifs. Quand bien même nous aurions l'impression d'innover en quelque matière que ce soit, les conditions de possibilité de cette innovation n'ont de sens que par et pour l'autre. En bref, sans l'autre, nous ne survivrions pas et notre existence serait, à notre mort, entièrement gommée. Autrement dit, **sans l'autre, nous serions inexistants, car insignifiants**.

Par rapport à tout ce qui précède, l'humanité en elle-même implique une certaine spiritualité, parce qu'elle offre une orientation et un but. Ainsi, elle ne devrait pas être considérée comme un acquis de naissance, mais comme un but à atteindre collectivement par des actions concrètes. Ce but peut être considéré comme atteint lorsque l'humanité est unie autour d'un projet commun. **Ce projet qui vise à l'universalité trouve son expression à travers l'harmonie**

des communautés et la préservation de l'équilibre du monde qui nous abrite. Une formule exprime bien de façon laconique notre conviction profonde :

Un est le Tout

Par lui le Tout et vers lui retourne le Tout

Et si l'Un ne contient pas le Tout, le Tout n'est rien

A propos de justice



Le réseau consciences-citoyennes a pour objectif d'opérer la **transition citoyenne vers une société juste**. Pour y parvenir, nous avons rédigé un programme politique et y avons défini certains concepts centraux comme le bonheur ou la spiritualité. Ici, nous nous occupons de la définition de la justice.



La conception de la justice que nous défendons se rapproche de celle qui a été développée par **John Rawls** dans son ouvrage intitulé *La théorie de la justice* (1971). Pour illustrer très synthétiquement cette conception, nous prendrons l'exemple utilisé par Amartya Sen dans *L'idée de justice* (2009):

Trois personnes – Anne, Bob et Carla – veulent jouer de la flûte. Or, il n'y en a qu'une seule. Anne la réclame en utilisant l'argument qu'elle est la seule à pouvoir en jouer. Bob se défend en utilisant l'argument qu'il n'a aucun autre jouet. Carla répond que c'est elle qui a fabriqué la flûte. Chacun accepte l'argument des deux autres et reconnaît sa légitimité. Cette légitimité reflète, réciproquement, une vision utilitariste, égalitarienne et libertarienne. La position que Rawls défend dans ses ouvrages est égalitarienne puisque, selon lui, la flûte devrait revenir à Bob. En effet, selon lui, **les inégalités doivent toujours bénéficier aux plus défavorisés**. Rawls utilise l'image du voile de l'ignorance. Pour garantir la juste répartition des biens, il faut partir d'une « position originelle » qui place le décideur dans une position où il ne puisse adopter le point de vue ni d'un privilégié ni d'un défavorisé. Dans ces circonstances, Rawls montre que celui-ci fera en sorte de minimiser ses pertes possibles tout en maximisant ses gains potentiels. Autrement dit, face à un gâteau dont il doit répartir les parts, le décideur le découpera équitablement, de peur de se retrouver avec la plus petite tranche.

Nous partageons cette conception égalitarienne de la justice. Outre la thèse ci-dessus présentée, nous partons de l'idée que Carla a fabriqué la flûte grâce, directement ou indirectement, aux deux autres. Il est donc juste que la problématique de la répartition ne soit pas résolue par le seul argument libertarien qui voudrait que la flûte revienne à celui qui l'a fabriquée.

Au-delà de ces considérations, nous pensons qu'une situation comme celle-ci n'est pas une fin en soi et que si l'utilisation de la flûte semble, pour chacun de ses membres si importante, il est nécessaire que chacun perçoive rapidement **l'option de la coopération des compétences**. Autrement dit, si une flûte a pu être fabriquée, d'autres le peuvent également. Dès lors, la conception de la justice que nous défendons implique directement la **responsabilité collective de pourvoir à la juste répartition des biens. Cette coopération qui doit permettre à chacun de pouvoir jouir de sa propre flûte est une condition de l'harmonie sociale.**

Concrètement, dans cette situation, Carla a une mission particulière en tant que productrice d'un bien qui canalise les besoins. Elle a pour mission de permettre aux deux autres de fabriquer leur flûte. Cette mission qu'elle possède devient une mission collective et une responsabilité qu'ils partagent ensemble. En produisant les biens dont ils ont besoin, Anne, Bob et Carla font preuve de coopération; **une coopération qui les constitue en tant que collectif**. En outre, cette coopération donne du contenu à leur existence qui prend sens parce qu'elle clôt une boucle dans laquelle l'être humain se réalise en même temps qu'il réalise autrui par lequel il est.

Dans l'exemple que nous exposons ici, il est clair que Carla aura davantage de pouvoir que les deux autres et un risque existe qu'elle en abuse pour en retirer des avantages d'une manière ou d'une autre. Ce risque doit être considéré et thématiqué dans le cadre de **l'éducation citoyenne**.

Prenons un autre exemple de répartition des biens: imaginons un arbre avec des pommes. Carla va chercher les pommes pour les manger et, dans notre optique, partager sa récolte avec Bob et Anne. Mais en se comportant ainsi sur une période assez longue, elle va commencer à s'insurger contre la passivité des deux autres qui mangent ce qu'elle rapporte sans contribuer à l'effort de cueillette. Dans cette situation, **la notion de justice appelle une culture de la communication**. Dans ce cas concret, Carla a la responsabilité d'aller parler avec Bob et Anne et leur exprimer son ressenti. De leur côté, ces deux derniers ont la responsabilité de l'écouter et d'essayer, ensemble, de trouver une solution. Cela implique, évidemment, un certain type d'éducation orienté vers la communication et la coopération sociale. Il s'agit là, selon nous, d'un point central de l'exigence de justice: **faire société, c'est vivre avec l'autre et ce vivre avec l'autre nécessite des institutions qui œuvrent activement à cette culture**. En outre, gardons à l'esprit qu'un **être qui est supérieur par la force, le talent, l'énergie ou le courage a une dette envers la société, sans laquelle il n'est et ne peut rien**. Il existe une belle formule de P.-J. Proudhon dans son ouvrage intitulé *Qu'est-ce que la propriété?* (1840) qui résume bien cette idée et qui dit :

« Nous travaillons tous les uns pour les autres, nous ne pouvons rien par nous-mêmes sans l'assistance des autres, nous faisons entre nous des échanges continuels de produits et de services : qu'est-ce que cela, sinon des actes de société ? [...] de telle sorte que manquer à la société, manquer à la justice, manquer à l'égalité, c'est exactement la même chose. [...] Qu'est-ce donc que pratiquer la justice ? C'est faire à chacun part égale des biens, sous la condition égale du travail ; c'est agir socialement. [...] L'homme n'est homme que par la société, laquelle, de son côté, ne se soutient que par l'équilibre et l'harmonie des forces qui la composent. »

Pour reprendre, nous dirons que s'il ressort que les pommes sont un besoin collectif, alors le travail de récolte doit être partagé ou, du moins, le travail des deux autres doit être plus ou moins équivalent en effort et en nécessité collective (besoins exprimés). Au contraire, s'il s'agit que d'un besoin de Carla, rien ne doit l'empêcher d'aller chercher et manger ses pommes.

A propos de migration



La question migratoire est très complexe, mais nécessite une position claire de notre part. Pour exprimer cette position, nous voulons rappeler aux citoyens que **le monde appartient à tous les êtres**. Les nations, quant à elles, sont une construction politique lorsqu'elles ne sont pas les conséquences de guerre ou de la monarchie.

Nous soutenons que les nations doivent être au service de l'humanité réelle et non pas d'une idée abstraite, aussi belle soit-elle (Patrie). Là où il y a de l'exclusion, il y a de la violence, de l'irrespect et de la négativité. En même temps, nous devons reconnaître que le sentiment national alimente des passions positives en lien avec les traditions et l'identification collective. **Ces traditions qui font la marque distinctive d'un pays ont une grande valeur** et il appartient à chacun de nous de les faire vivre. En outre, n'oublions jamais que nous, en tant qu'Européens, avons une responsabilité historique importante vis-à-vis des pays d'origine d'une partie des migrants. L'exemple des guerres de l'Opium est celui qui nous vient à l'esprit et qui représente, à lui seul, l'impérialisme ignoble dont l'Europe a pu être capable pour renflouer ses coffres-forts.

Par conséquent, nous proposons :

La création, au sein de l'instance de la confédération internationale (voir la page altermondialisme), d'un **« Département international pour les transports, les frontières et les migrations »**. Ce département aura notamment pour mission de gérer les flux migratoires et de répartir, équitablement, l'accueil et l'intégration. Un migrant qui se trouve sur un territoire national doit directement être pris en charge. En attendant la décision de l'instance nationale (qui doit lui parvenir au plus tard dans l'année qui suit son accueil), **sa situation doit être régularisée**. Il doit être logé et nourri de manière digne. Un travail en lien avec les besoins de la collectivité et ses compétences doit lui être attribué. En tant que travailleur, il perçoit le revenu citoyen de base. Dans le cas d'un refus d'accueil, le département international reprend le dossier et s'assure de l'accueil durable dans un autre pays. **Un comité international d'éthique** est constitué pour vérifier que l'accueil et l'intégration se déroulent dans le respect et la dignité.

Parallèlement à cela, nous soutenons qu'**une commission citoyenne devrait se pencher sur les questions de fond qui sous-tendent la migration**. Cette commission devrait être à la fois locale – c'est-à-dire se situer au niveau national – et internationale. Nous devons absolument essayer de comprendre les raisons du départ des personnes en situation de migration et tenter de régler le problème là où il se trouve, en soutenant le dialogue et une communication honnête. Les migrants doivent être entendus et participer activement à la résolution de la question migratoire. De la même manière, les chercheurs qui travaillent sur ces questions doivent être interpellés. La coordination internationale doit être améliorée, mais cela nécessite davantage d'équité et de justice dans le partage des richesses.

Cette page est dédiée à la « **santé** » et peut être directement mise en rapport avec nos conceptions du bonheur et de la spiritualité. En effet, le bonheur et la spiritualité – soit, pour rappel, le fait d'attribuer un sens et de la valeur à l'existence – sont des dimensions inhérentes à la santé. En effet, notre conception de la santé comprend **l'impact de l'environnement social dans le développement somatique**. En ce sens, notre conception de la santé est **holistique** parce qu'elle a compris, presque instinctivement, qu'un environnement nocif avec, par exemple, un haut niveau d'exigences (stress), de l'isolement social et des aliments toxiques, favorise l'apparition de pathologies mentales, mais aussi physiques. De la même manière, quelqu'un qui n'attribuerait aucune valeur et aucun sens à son existence sera dénué de toute motivation existentielle et souffrirait, au minimum, de profonde fatigue, de nervosité ou de dépression.


En ce sens, nous avons créé cette page, car nous pensons que le bonheur et la spiritualité – c'est-à-dire, en un mot, la dimension sociale – ne sont pas suffisamment pris en compte dans ce qui devrait être une logique systémique de prévention et d'harmonie sociale. Par «logique systémique de prévention et d'harmonie sociale», nous pensons justement à cette prise en compte du bien-être général de l'être humain. Il est bien évident que les facteurs génétiques jouent un rôle dans le développement de pathologie, mais cela serait une erreur, de notre point de vue, de se limiter à ce facteur interne.

En outre, **nous considérons qu'il y a, aujourd'hui, une collusion entre le système de santé et le marché de la santé**. Cette collusion s'exprime principalement par l'intérêt accru de ce système pour les traitements chimiques à forte plus-value, plutôt qu'à la **prévention naturelle** à faible plus-value. Autrement dit, **le système de santé investit beaucoup de capital pour traiter la population** (considérée comme de la clientèle ou, pire, des numéros), **mais ne cherche pas suffisamment à connaître les causes systémiques** (c'est-à-dire en lien avec la dimension sociale dont on vient de parler) **des pathologies**. Cette politique trouve facilement son explication dans le fait que, d'une part, le système de santé est **dépendant de sa rentabilité économique** et, d'autre part, qu'il y a une brèche béante entre ceux qui tentent de traiter, médicalement, les symptômes et ceux qui tentent de réfléchir aux causes, sociales, de ceux-ci. Il semble bien que le système de santé est plutôt un **système de maladie** dans le sens où celui-ci se maintient en bonne santé, paradoxalement, tant qu'il y a des malades à soigner. N'oublions pas, à ce propos, la pollution que

provoquent la fabrication et la consommation des médicaments chimiques notamment dans l'eau potable. **Nous sommes alors dans un cercle vicieux qui nous rend malades pour, ensuite, nous guérir et ainsi faire du profit.** Là-dessus, chacun pourra trouver des exemples concrets, il suffit juste d'avoir à l'esprit la logique économique qui implique la rentabilité et le fait que l'industrie pharmaceutique y soit contrainte.

Maintenant pour exemplifier nos propos par une illustration, prenons cette publicité récente pour un médicament contre le mal de tête dans lequel on voit une jeune fille qui joue du violon à haut volume tandis que, dans la salle voisine, une personne souffre de maux de tête. En épilogue, cette publicité offre comme solution à cette situation un médicament alors que **la communication entre ces deux personnes aurait suffi à traiter la cause du mal et donc, avec cela, sa récurrence.**

Par ailleurs pour expliciter les conséquences de cette logique et la nécessité de réagir collectivement face à celle-ci, nous concluons cette page avec le triste constat de la recrudescence des cas de cancer (plus de 8 à 9 millions, par année, de par le monde) et de maladies chroniques au sein des populations occidentales. **La crise de coronavirus** s'inscrit dans cette recrudescence qui a pour cause, notamment, les déséquilibres issus de nos modes de vie.

 **Voir notre programme du troisième pilier dédié à l'écologie pour connaître ce que nous proposons pour résoudre la problématique ci-dessus énoncée.**

Notre vision altermondialiste



La position que nous défendons à travers les idées et les propositions politiques de notre réseau ne sont durables que si elles s'accompagnent d'une vision mondialiste. En effet, une nation citoyenne entourée de nations belliqueuses ou impérialistes sera vite anéantie, comme nous le montre l'histoire de l'humanité. Pour cette raison, nous sommes favorables à l'idée d'une constitution universelle inspirée de nos quatre piliers, c'est-à-dire inspirée des propositions que nous avons formulées dans notre programme. Cette constitution pourrait prendre comme titre: « **Constitution de la confédération internationale pour l'éducation citoyenne, la représentativité démocratique, l'équilibre des écosystèmes et la justice sociale** ». En plus des propositions qui se trouvent dans notre programme, nous proposons d'ajouter ces propositions :

Pilier 1_Culture

Nous proposons que les brevets soient mutualisés. L'invention d'un individu est l'œuvre d'un être humain et doit servir l'humanité et non pas une nation ou une région particulière. Sur cette base mutualiste, chaque nation aura pour mission de développer son indépendance vis-à-vis des autres en produisant, au maximum, ce qu'elle consomme. À travers cette idée, nous voulons limiter le pouvoir des multinationales et les dépendances commerciales. Chaque État-nation doit pouvoir être pleinement souverain sur son territoire.

Nous nous positionnons en faveur de **l'interdiction des brevets sur le vivant et des OGM.**

Nous proposons qu'un débat soit lancé, au sein de l'instance confédérale internationale (voir ci-dessous), afin de réfléchir et déterminer la langue internationale. La langue internationale pourrait être une langue tirée au sort parmi les cinquante langues les plus parlées.

Pilier 2_Gouvernance

Pour répondre aux défis internationaux – notamment au niveau écologique et migratoire – nous nous positionnons en faveur de la création d’une instance confédérale internationale dont la mission première serait de faire respecter la constitution internationale ci-dessus proposée. Pour éviter toute dérive totalitaire de cette institution, nous ferons en sorte qu’elle fonctionne comme les instances politiques nationales et régionales, c’est-à-dire selon le système du tirage au sort notamment. Celui-ci est organisé de telle sorte que chaque nation soit représentée de manière équitable. **La spécificité de chaque nation et région est sauvegardée tout comme leurs traditions qui font leur richesse.**

Le siège de la confédération internationale est tiré au sort.

Une fois la confédération internationale instituée, nous nous positionnons en faveur de l’abolition des armées nationales. **Au niveau mondial, nous instaurerons une seule armée qui aura pour mission le maintien de la paix** entre pays et au sein des pays.

Nous proposons que des procès internationaux soient organisés contre tous les chefs d’État responsables des crimes de guerre de ces cinquante dernières années (guerre en Irak et Afghanistan, etc.). Par « crime de guerre », nous entendons les guerres d’agression qu’il faut distinguer des guerres de défense.

En vue de la paix mondiale, nous pensons que les nations responsables d’agression envers d’autres peuples doivent faire des excuses publiques et officielles. Un acte de réparation symbolique devrait suivre ces excuses. Le but de cet acte n’est pas d’effacer le mal, mais de le reconnaître.

Migration. Voir **page dédiée.**

Nous pensons que les institutions internationales, telles que l’OMS, ou le FMI, devraient être évaluées par une commission de citoyens tirés au sort au sein de la confédération internationale. Les valeurs de ces institutions devraient correspondre aux valeurs de nos quatre piliers.

En outre, nous pensons que les fédérations sportives internationales doivent devenir plus transparentes quant à leur comptabilité. Le capital qu'elles ont, en surplus, doit être reversé sous forme de dividende aux États. Dans la même idée, les sports qui font énormément de bénéfice, comme par exemple le football, doivent être davantage taxés. Il n'est juste pas admissible qu'un sportif puisse gagner des sommes astronomiques pour une prestation.

/ Nous pensons que les poursuites judiciaires contre des défenseurs des libertés individuelles comme **Julian Assange** et **Edward Snowden** doivent cesser.

/ Nous nous opposons à la peine de mort, car un risque existe, malgré tout, que cette peine s'applique à un innocent. Pour nous, la question des prisons doit être reconsidérée (cf. **Culture**).

Pilier 3_Ecologie

/ Nous pensons que l'état d'urgence international doit être décrété afin de, rapidement, mettre en œuvre la transition écologique défendue dans notre pilier écologie.

/ Nous nous positionnons en faveur d'un programme de dépollution régional et international qui mobilise l'armée.

/ Nous proposons qu'un débat soit lancé, au sein de l'instance confédérale internationale, afin de réfléchir à des mesures afin d'amener la population à prendre conscience de l'empreinte carbone et de l'impact anthropogénique liés à l'expansion démographique.

/ Nous nous positionnons en faveur de la création, au sein de l'instance de la confédération internationale, d'un « **Département international de l'écologie** ». Ce département aurait pour mission: 1) de subventionner les projets écologiques qui vont dans le sens d'une économie circulaire et des énergies propres, 2) de valoriser

l'agriculture biologique et 3) de sanctionner pénalement et économiquement les atteintes à l'environnement. Nous sommes favorables à la création d'une police internationale de l'écologie.

Nous nous positionnons en faveur de la création, au sein de l'instance de la confédération internationale, d'un « **Département international pour les transports, les frontières et les migrations** ». Ce département pourrait être le propriétaire des routes, rails, gares, aéroports, en bref de tout ce qui est en lien avec l'infrastructure des transports. Une taxe internationale sera collectée par les nations afin de financer ce département et sa mission. Sur cette base, nous ferons en sorte que les transports publics soient financés et donc garantis à toute la population mondiale, sans frais supplémentaires et selon un système de quota pour les voyages internationaux non professionnels.

Nous pensons que le commerce international doit être revu à la baisse.

Pilier 4_ Economie

Nous nous positionnons pour la suppression des intérêts sur les dettes. Autrement dit, dans notre optique, les nations ne devraient rembourser que leurs dettes effectives. À ce niveau, nous pensons qu'une réflexion doit être menée, au sein de l'instance de la confédération internationale, sur la possibilité d'annuler, intégralement ou partiellement, les dettes nationales de tout ou certains pays.

Nous nous positionnons en faveur de **la souveraineté des États dans la création et la gestion de la quantité des capitaux circulants et leur valeur**. Autrement dit, cette souveraineté doit être retirée aux banques privées.

Nous proposons que les plus riches soient taxés au niveau mondial. La possession individuelle de capitaux ne devrait pas atteindre le milliard (selon le référentiel du Dollar ou de l'Euro).

Nous sommes favorables au renforcement des effectifs de la police financière internationale. Nous proposons que la confédération internationale investisse les moyens nécessaires pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale

et la délinquance en lien avec la fiscalité. Selon nous, les sanctions économiques et pénales à ce niveau devraient être durcies. Un sommet international contre la fraude fiscale et la répartition des richesses via des taxes d'harmonisation pourrait être une bonne chose. Nous pensons que les paradis fiscaux doivent être éliminés.

Nous sommes favorables au renforcement des pouvoirs des juridictions compétentes sur les crimes financiers transnationaux (corruption, évasion fiscale, spéculation, accords commerciaux inégaux). Cette instance devrait, à notre sens, faire respecter, au niveau mondial, les règles édictées par l'Organisation internationale du Travail lors de signature d'accords commerciaux internationaux.

/ Nous sommes favorables à la **taxe TOBIN**, dans le cas où la bourse ne serait pas remise en question de manière plus radicale.

/ Nous sommes favorables au contrôle public lorsqu'il y a fusion d'entreprise.